

des sentiments manifestés ailleurs. Il y aura même quelqu'un qui accueillera favorablement les propos du ministre d'État. Il incombent à tous les députés d'exprimer ces sentiments, car si nous voulons être un reflet fidèle des attitudes et des pensées des Canadiens d'un bout à l'autre du pays, il convient alors de les exprimer ici.

On a prétendu que les Canadiens en général en ont assez de ce débat. La plupart des députés, j'en suis sûr, ont discuté de la chose avec leurs commettants au cours de la fin de semaine. La plupart de nos commettants estiment que le débat a duré beaucoup trop longtemps. Mais, d'autre part, ceux de mes commettants qui pensent ainsi se sont empressés d'ajouter: «Mais il ne faut absolument pas que vous permettiez l'adoption de ce drapeau insipide». A quelle autre méthode peut recourir l'opposition? Que peut faire un député pour empêcher le gouvernement d'imposer cette absurdité aux Canadiens, si ce n'est de débattre la question à la Chambre jusqu'à ce que le gouvernement se rende compte que les Canadiens ne seront pas satisfaits de ce drapeau?

Une autre chose qui a fait naître ces sentiments parmi le peuple, c'est que depuis le moment où le premier ministre (M. Pearson) a fait sa première déclaration lors du congrès de la Légion canadienne à Winnipeg, les journaux d'un bout à l'autre du pays ont fait grand état de l'affaire. Toutes les questions posées à la Chambre à ce sujet, même une simple question qui n'a pris peut-être que deux minutes du temps de la Chambre, ont fait les manchettes des journaux, jour après jour.

Je ne blâme pas les éditeurs de journaux car il leur incombe de vendre des journaux et ils le font de leur mieux. Cependant, on a l'impression, à l'étranger, que la Chambre n'a rien fait depuis que le premier ministre a pris la parole lors du congrès de la Légion, à Winnipeg, au début d'avril. Il n'en est rien. La résolution sur le drapeau a été présentée beaucoup plus tard et je trouve étrange que les journaux considèrent la question sans intérêt maintenant que la Chambre est saisie du projet de résolution et discute du drapeau. C'est à croire que la question n'aide pas à vendre des journaux et que les intéressés refusent d'en parler. Les titres à sensation qui se sont succédés quotidiennement dans les journaux avant la présentation du projet de résolution ont créé, dans l'esprit du public canadien, l'idée que la Chambre était saisie du problème bien avant qu'elle commence à en discuter de fait.

A mon avis, si les Canadiens en ont assez du débat sur le drapeau, ils sont encore beaucoup plus désabusés, à l'égard du gouvernement, de son triste et pitoyable échec. Pour paraphraser Peter Newman, c'est échec sombre et silencieux d'un gouvernement qui a

multiplié les erreurs et n'a su mener à bonne fin aucun des programmes qu'il a proposés à la Chambre. Il n'a pas réussi à régler les problèmes économiques du pays même, bien que ces derniers soient essentiels. En réalité, le gouvernement utilise le présent débat pour masquer les difficultés concrètes. Je me rappelle que, lorsque nous étions au pouvoir, les vis-à-vis ridiculisaient presque toutes les mesures que nous présentions, mais il est étrange de constater que ces mêmes mesures sont devenues des lois de notre pays sans qu'aucune modification y soit apportée. En fait, certains membres du présent gouvernement les ont faites leurs avec beaucoup de fierté.

Quand le ministre des Finances du gouvernement actuel a présenté les trois budgets qui ont suscité beaucoup d'émoi, il est certain que l'image de décision qu'on avait créée est disparue et j'ajoute qu'elle n'est jamais ressuscitée. Je suis certain que les honorables députés se rappelleront que le gouvernement actuel s'est vanté qu'il améliorerait nos rapports avec les États-Unis. Je me rappelle avoir lu dans un journal de New-York que si le gouvernement Pearson est un ami des États-Unis, ce pays n'a pas besoin d'ennemis. Je me rappelle que le gouvernement a déclaré qu'il améliorerait nos rapports avec les provinces. Il suffit de songer aux mesures présentées au sujet des relations fédérales-provinciales pour constater que...

M. Moreau: Monsieur l'Orateur, j'aimerais invoquer le Règlement. Auriez-vous l'obligeance de demander à l'honorable député de faire en sorte que ses remarques aient trait à la résolution à l'étude.

M. Jorgenson: Je le fais volontiers. Le sous-amendement porte sur l'unité nationale et toutes mes observations se rapportent précisément à ce sujet. Pouvez-vous nier que les relations avec les provinces, y compris la province de Québec, touchent à l'unité nationale?

La majorité des députés sont sûrement au courant de la présumée révolution tranquille qui se produit au Québec. Nous ne devons pas la craindre, à mon avis. C'est peut-être une bonne chose pour notre pays, car les habitants de cette province cherchent à jouer le rôle qui leur revient au sein de la Confédération et à prendre les mesures qui s'imposent pour que leur province soit et demeure une partie intégrante de notre pays. Les problèmes qui se posent dans la province de Québec sont, dans une large mesure, d'ordre économique et c'est avec des mesures économiques qu'on doit y remédier. Le gouvernement actuel a misérablement failli à la tâche en ne prenant aucune initiative dont la province de Québec aurait pu bénéficier et il